

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/W/75

23 juin 2000

(00-2570)

Comité du commerce et du développement
Vingt-neuvième session

Original: anglais

RENFORCEMENT, DANS LE CADRE DE L'APEC, DES CAPACITÉS EN RAPPORT AVEC LA MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS DE L'OMC

Communication du Japon

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat le document ci-après, en lui demandant de le distribuer aux délégations.

Contribution de l'APEC à l'OMC

1. Généralités

1. Les Membres en développement de l'OMC, dont les économies en développement de l'APEC, ont des difficultés à mettre en œuvre les Accords de l'OMC. La mise en œuvre est apparue comme une question importante au cours du processus de préparation, et elle est l'une des raisons pour lesquelles les Membres n'ont pas pu arriver à un consensus à la troisième Conférence ministérielle, à Seattle.

2. Pour renforcer le système commercial multilatéral et y intégrer les Membres en développement, il est prioritaire de renforcer les capacités en rapport avec la mise en œuvre des Accords de l'OMC.

3. À l'OMC, l'importance des mesures destinées à instaurer la confiance a été confirmée au début de mai. Dans le cadre de l'APEC, il a été fait bon accueil à la proposition visant à renforcer les capacités, présentée à la première Réunion des hauts fonctionnaires par le Japon sous le nom de "Contribution de l'APEC à l'OMC". La proposition a été distribuée à tous les Membres entre les sessions puis a été révisée en tenant compte de leurs observations.

2. Objectifs

- Faciliter la mise en œuvre des Accords de l'OMC et l'intégration des économies en développement dans le système commercial multilatéral.
- Apaiser les préoccupations que suscite pour les économies en développement de l'APEC leur participation à un nouveau cycle de négociations et alléger la charge qui en découlerait pour elles.

3. Situation actuelle

4. L'OMC et d'autres organisations examinent le Cadre intégré conçu pour contribuer au renforcement des capacités des pays les moins avancés.

5. Le Directeur général (DG) et le Secrétariat participent à une discussion sur le renforcement des capacités avec d'autres organisations internationales compétentes, comme la Banque mondiale.

6. Le Directeur général et les Membres de l'OMC participent à une discussion concernant l'amélioration de l'assistance technique, y compris une question de budget.

4. Problèmes

7. Les mesures de renforcement des capacités prises par l'OMC en vue de la mise en œuvre des Accords de l'OMC, dont le Cadre intégré, sont fondamentalement axées sur les pays les moins avancés et les pays africains. Il est clair que les besoins des pays les moins avancés en matière de renforcement des capacités sont énormes, mais une plus grande attention devrait être accordée aux pays en développement en général, et parmi eux aux économies en développement de l'APEC. L'APEC doit s'attacher à débattre d'une stratégie et de mesures visant à aider les économies en développement qui en sont membres à répondre à leurs besoins en matière de renforcement des capacités.

5. Proposition

a) Stratégie générale

8. Compte tenu des besoins des diverses économies, l'APEC devrait être en mesure de mener elle-même davantage d'activités visant à renforcer les capacités des économies en développement, avec la coopération des économies développées, de l'OMC et d'autres organisations internationales compétentes.

9. Notre proposition de stratégie de l'APEC concernant le renforcement des capacités est la suivante:

- a) Identification des besoins et élaboration de propositions concernant la stratégie de l'APEC
 - b) Approbation de la stratégie de l'APEC à appliquer, selon qu'il conviendra, dans le contexte de l'élaboration de la stratégie des Membres et des organisations internationales concernées
 - c) Identification de sources de financement possibles du programme
 - d) Création d'un mécanisme destiné à mener à bien le programme et à en assurer le suivi
- b) Six objectifs en matière de consolidation des capacités des pays en développement
- a) Élargissement des connaissances et des compétences pour la mise en œuvre des Accords de l'OMC
 - b) Élaboration d'un cadre juridique pour la mise en œuvre au plan intérieur
 - c) Amélioration des infrastructures physiques pour la mise en œuvre au plan intérieur

- d) Amélioration des compétences en matière de négociation pour participer aux négociations internationales
- e) Renforcer les capacités pour participer aux mécanismes de règlement des différends au plan international de l'OMC
- f) Soutenir l'accession de nouveaux Membres à l'OMC

10. Pour identifier les besoins des économies en développement dans les six domaines ci-dessus, le Japon propose de distribuer des questionnaires, qui serviraient à obtenir des renseignements sur lesquels se fonder pour effectuer des études sur le terrain. Ces études permettraient d'identifier avec précision les besoins des économies en développement et de mettre au point des projets concrets.

- c) Estimation du coût global éventuel

11. Nous estimons le coût de la création d'un programme complet d'aide au renforcement des capacités des économies en développement à faible revenu, pour la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'OMC, à environ 6 millions de dollars EU. Un certain nombre d'autres membres en développement de l'APEC pourraient avoir besoin de renforcer leurs capacités pour satisfaire à leurs obligations dans des domaines spécialisés. L'estimation à laquelle nous avons procédé montre que des mesures dans ce sens pourraient coûter entre 2 et 5 millions de dollars EU. Une dizaine d'économies sont considérées comme des bénéficiaires potentiels, ce qui porte le coût global estimatif à 40-50 millions de dollars EU. Cette estimation représente un point de vue parmi d'autres concernant le coût et pourrait être révisée en fonction des observations des économies membres ainsi que des réponses aux questionnaires et des conclusions des éventuelles études sur le terrain.

6. Calendrier

6-7 juin

- Les Ministres du commerce devraient poursuivre l'élaboration d'une stratégie de l'APEC visant à renforcer les capacités en rapport avec la mise en œuvre des Accords de l'OMC à la réunion des Ministres du commerce de l'APEC.

Après la réunion des Ministres du commerce de l'APEC (mi-juin)

- Le Japon distribuerait à tous les pays le questionnaire qui figure à l'annexe 8 de notre proposition et qui aurait été approuvé par toutes les économies participant à la réunion.

31 août

- Les économies intéressées répondraient au questionnaire.

Septembre-octobre

- Un groupe coordonnerait de nouvelles activités dans le cadre des études sur le terrain menées dans les économies intéressées. [Sur la base des travaux du groupe de coordination, d'autres études seraient effectuées sur le terrain.]

12-13 novembre

- Sur la base du rapport,
 - i) Les Ministres seraient invités à approuver la stratégie de l'APEC à appliquer, selon qu'il conviendra, dans le contexte de l'élaboration de la stratégie des membres et des organisations internationales concernées dans la région de l'APEC et à convenir d'accorder la priorité aux éventuels projets pilotes dans l'allocation des ressources du

Fonds de l'APEC pour la libéralisation et la facilitation du commerce et des investissements.

ii) Les Ministres conviendraient que les membres adopteraient, selon qu'il conviendra, les priorités de leurs programmes de développement en fonction de la stratégie de l'APEC.

iii) Les Ministres inviteraient les organisations internationales de développement compétentes, telles que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, à apporter un éventuel soutien au programme.

* Avec l'accord de toutes les économies, le Japon serait prêt à assurer la coordination des travaux à venir avec les membres du Comité directeur du Comité du commerce et de l'investissement et les représentants des instances subsidiaires pertinentes, en collaboration avec le secrétariat de l'APEC.
